

**SELON LE 1<sup>er</sup> RECENSEMENT ÉCONOMIQUE**

# Le nord du pays polarise l'essentiel des activités

**La région nord du pays polarise l'essentiel des activités, des entités économiques, selon les chiffres définitifs de la première phase du recensement effectué en 2011 par l'Office national des statistiques (ONS).**

**Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - Ainsi, 617 550 entités économiques non agricoles sont concentrées dans la région nord du pays, soit deux tiers (66%) de l'ensemble des entités économiques recensées (934 250 entités).

Avec 309 830 entités économiques, la région nord-centre qui compte 10 wilayas (Chlef, Béjaïa, Blida, Bouira, Tizi Ouzou, Alger, Médéa, Boumerdès, Tipasa et Aïn Defla) est la plus peuplée avec 33,2%, soit un tiers du chiffre global.

Deux grandes activités sont dominantes dans cette région, le commerce qui représente 53,3% (165 165 entités) et les services avec 35% (108 192) alors que l'industrie et la construction comptent respectivement 32 650 entités et 3 823 entités. A elle seule, la wilaya d'Alger compte 97 019 entités économiques dont 56,3% activent dans le commerce, suivie par les wilayas de Tizi Ouzou avec 37 276 et Béjaïa avec 31 197 entités.

La région nord-ouest avec ses sept wilayas (Tlemcen, Sidi Bel-Abbès, Mostaganem, Mascara, Oran, Aïn Témouchent et Relizane) compte 166 632 entités (18% du total) dont plus de 89% se trouvent dans le secteur tertiaire (95 574 commerces et 53 138 services) et 9,9% dans l'industrie (16 563 entités) et la

construction (1 357). Oran arrive en tête avec 52 852 entités suivie par Tlemcen (30 086) et Mascara (20 975 entités).

Quelque 141 090 entités ont été recensées dans la région nord-est qui compte 8 wilayas (Jijel, Skikda, Annaba, Guelma, Constantine, El Tarf, Souk Ahras et Mila) et représente 15% du total. Plus de 88% des entités de cette région du pays exercent leurs activités dans le secteur tertiaire avec 71 821 dans le commerce et 52 468 dans les services, outre 15 454 entités industrielles et 1 347 entités de la construction. Dans cette région, trois wilayas dominent. Il s'agit de Constantine qui comptabilise 25 729 entités, suivie par Skikda (21 701) et Mila avec 21 334 entités.

Classée en seconde position, avec 25% du total, la région des Hauts-Plateaux avec ses 14 wilayas (Laghouat, Oum El Bouaghi, Batna, Tébessa, Tiaret, Djelfa, Sétif, Saïda, M'sila, El Bayadh, Bordj Bou-Arréridj, Tissemsilt, Khenchela et Naâma) compte 236 515 entités économiques. La structure sectorielle des activités dans cette région est quasi identique à celle des autres avec 98,6% de l'activité concentrée au niveau du secteur tertiaire (134 295 commerces et 77 505 services), outre 23 088 entités industrielles et 1 627 entités de la construc-



309 830 entités économiques sont concentrées dans la région nord-centre du pays.

tion. Trois wilayas se taillent 43% du total du tissu économique de cette région avec en tête Sétif qui regroupe le plus grand nombre d'entités (47 392), suivie par Batna (30 388) et M'sila (23 266) et, enfin, El Bayadh avec 4 819 entités économiques seulement.

En troisième position avec 9%, la région sud, composée de neuf wilayas (Adrar, Biskra, Béchar, Tamanrasset, Ouargla, Illizi, El Oued, Tindouf et Ghardaïa), compte 80 083 entités. Les activités se concentrent

également dans le secteur tertiaire (44 845 commerces et 26 685 services), outre 7 690 entités industrielles et 963 entités de la construction. Biskra est en tête de liste avec 19 469 entités, suivie par Ouargla (14 396), El Oued 13 617 entités. Ces trois wilayas accaparent 59,2% de l'ensemble des entités de la région et, enfin, la wilaya d'Illizi avec 1 432 entités économiques.

Les résultats du recensement démontrent, ce faisant, la forte concentration des entités économiques au niveau de 21 wilayas

du pays, représentant 70% de l'ensemble des entités.

En effet, 13 wilayas regroupent environ près 60% des entités économiques. Il s'agit d'Alger, Oran, Sétif, Tizi Ouzou, Béjaïa, Batna, Tlemcen, Blida, Chlef, Constantine, M'sila, Bordj Bou Arréridj et Skikda. En ajoutant seulement 8 wilayas, ce taux passe à près de 70%. Il s'agit des wilayas de Mila, Djelfa, Mascara, Boumerdès, Annaba, Biskra, Oum El Bouaghi et Aïn Defla.

C. B.

**FORMATION DU TROISIÈME CYCLE**

## Les modalités d'accès changent

**Les détenteurs d'un master désirant accéder au troisième cycle en vue d'obtenir un doctorat devront se soumettre dès la rentrée prochaine à de nouvelles conditions. Plus question d'études de dossiers mais d'un concours. Les concernés protestent. L'Ugel parle de transparence.**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)** - Le ministère de l'Enseignement supérieur opère des changements dans les modalités d'accès au doctorat. Un arrêté datant du 16 juillet dernier fixant l'organisation de la formation du troisième cycle modifie en effet les conditions.

Désormais, les candidats seront soumis à un concours. L'article 11 dudit arrêté stipule que «le concours d'accès à la formation du troisième cycle est national. Il est organisé en deux étapes : étude du dossier du candidat et épreuves écrites. Chacune de ces étapes est obligatoire et éliminatoire».

L'étude du dossier consistera en une évaluation du cursus de l'étudiant, la moyenne obtenue au second cycle, les aptitudes et l'adéquation de la spécialité du master avec celle du troisième cycle. Les épreuves écrites porteront, quant à



Désormais, les candidats seront soumis à un concours.

elles, sur la spécialité en master. Et c'est justement ces épreuves que rejettent les candidats au doctorat. Ils considèrent que le changement des règles comme une injustice qui, au final, risque de pénaliser les étudiants les plus méritants et qui pourraient être éliminés sur une épreuve de deux heures.

Avant la signature de cet arrêté par le ministre intermédiaire, seuls l'étude des dossiers et un entretien servaient de conditions. L'introduction du concours fait craindre aux étudiants les plus méritants une élimination. Certains n'hésitent pas à dire que le concours est la meilleure manière de favoriser les étudiants les moins méritants.

Une analyse que ne partage pas le secrétaire général de l'Ugel. Il considère au contraire que l'instauration d'un concours à vocation nationale est le meilleur moyen de mettre en place un système plus équitable.

M. Nouassa explique en effet que désormais les étudiants à travers l'ensemble du territoire national auront la possibilité d'accéder à l'ensemble des formations alors qu'auparavant seuls les étudiants de l'université ouvrant des postes pour le doctorat pouvaient le faire.

N. I.